



DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Commune de LIEOUX

Plan Local d'Urbanisme

**CARTE DU ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT**

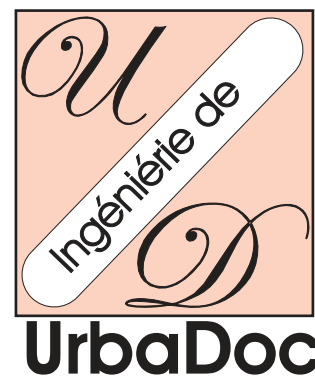
Echelle : 1/5 000°

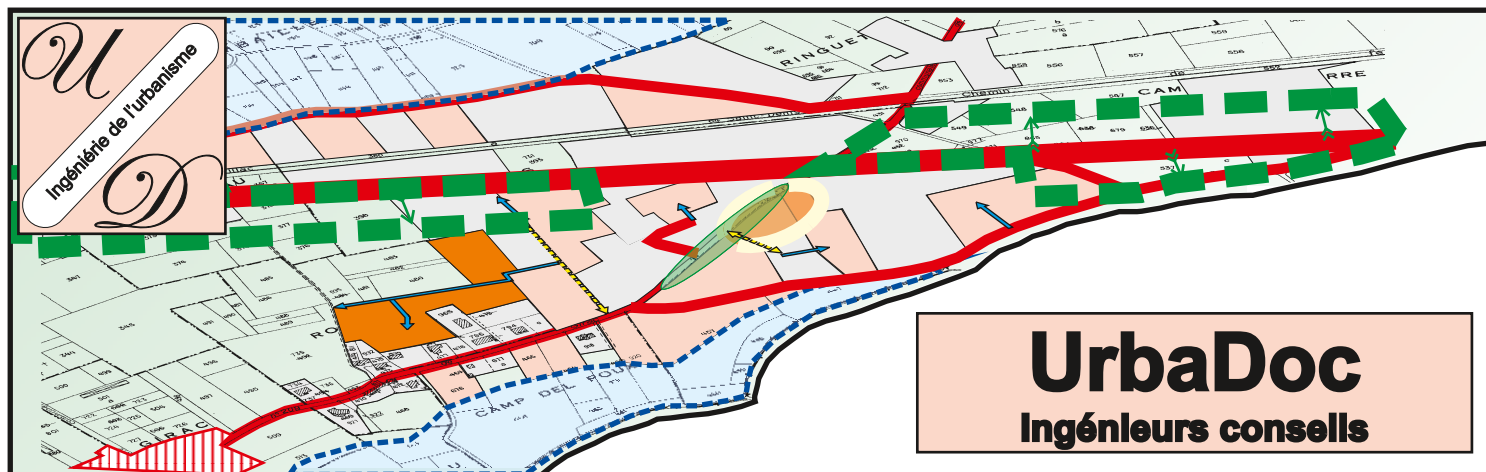
Projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté le :	5.3
Enquête publique du :	
Approbation le :	

Bureau d'études **UrbaDoc**
56 avenue des Minimes
31 200 TOULOUSE
05 34 42 02 91
urbadoc@fres.fr

Légende

- Zone retenue* pour être assainie de façon COLLECTIVE
- Zone retenue* pour être assainie de façon NON COLLECTIVE
- * suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 28/05/2011





Département de Haute-Garonne

COMMUNE DE LIEOUX

PENSER LA VILLE DE DEMAIN

AMENAGER ET GERER L'ESPACE RURAL



PLAN LOCAL D'URBANISME

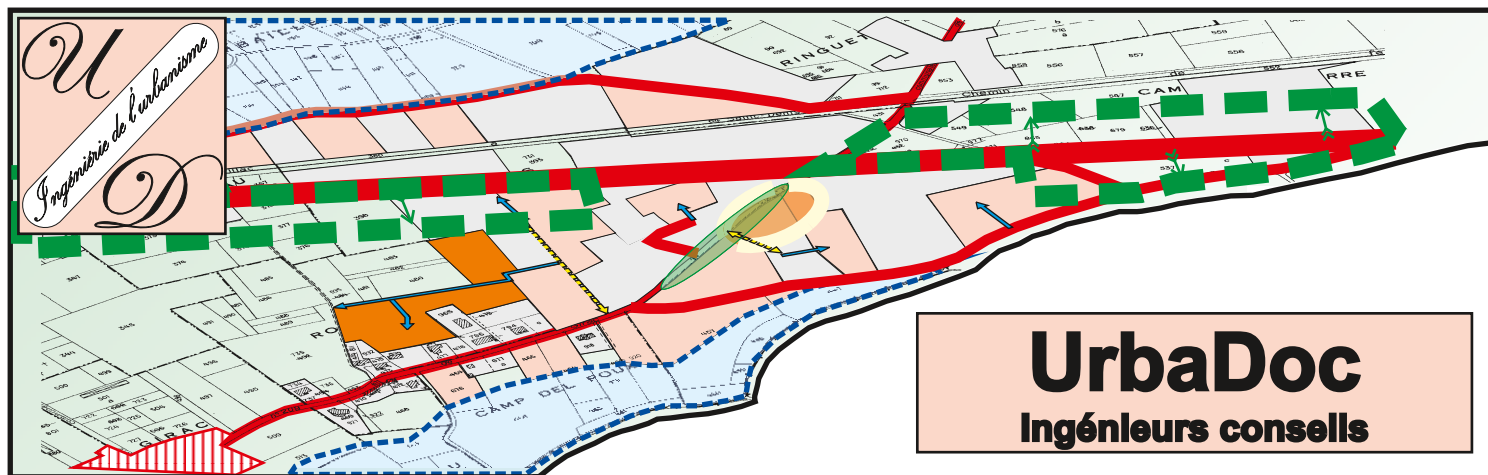
ANNEXES SANITAIRES

5.6

Projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté le :

Enquête publique le :

Approbation le:



PENSER LA VILLE DE DEMAIN

AMENAGER ET GERER L'ESPACE RURAL

NOTICE SUR L'ASSAINISSEMENT

DOSSIER DE MISE EN ENQUETE PUBLIQUE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LIEUX (31)



Le 22 juin 2011

<p>ETEN Environnement sarl au capital de 10 000 € - N° SIREN : 448.037.705 - CODE APE : 71-12b</p>	
<p>SIEGE SOCIAL ✉ Résidence Parc de Saint Paul 6, rue La Fontaine Bâtiment 1 – Porte 6 - 40990 SAINT PAUL LES DAX ☎ 05.58.74.84.10 - ☎ 05.58.74.84.03 Email : environnement@eten-aquitaine.com</p>	<p>AGENCE MIDI-PYRENEES ✉ 325 Rue du 8 Mai 1945 82 800 - NEGREPELISSE ☎ 05.63.02.10.47 - ☎ 05.63.67.71.56 Email : assainissement@eten-midi-pyrenees.com</p>

Table des Matières

PREAMBULE	3
1 – CONTEXTE LOCAL	5
1 Contexte Communal	6
1.1 Contexte géographique	6
1.2 Population et habitat	6
1.3 Règlement d'urbanisme	6
1.4 Alimentation en eau potable	7
1.5 Réseau hydrographique	7
1.6 Géologie - Pédologie - Hydrogéologie	8
1.7 Milieu naturel	8
1.8 La commune face aux risques majeurs	8
1.9 Inventaire des équipements d'assainissement existants	9
1.9.1 Assainissement Collectif	9
1.9.2 Assainissement Non Collectif (ANC)	9
1.10 Rappel réglementaire sur l'Assainissement Non Collectif	9
1.10.1 Arrêté du 7/09/2009 : rappels sur l'évolution de la réglementation	9
1.10.2 Les nouvelles filières agréées	10
2 – Orientation de l'assainissement de la commune de LIEUX	10
2 Orientation de l'assainissement communal	10
2.1 Scénarii proposés	10
2.2 Choix de la Municipalité	10
3 – Zonage d'assainissement de la commune de LIEUX	10
3 Zonage d'Assainissement	10
4 – Modalités de l'Assainissement Non Collectif (ANC)	10
4 Modalités de l'Assainissement Non Collectif	10
4.1 Principes de l'assainissement non collectif	10
4.2 Mise en œuvre des installations d'assainissements non collectifs	10
4.3 Filières susceptibles d'être autorisées	10
4.3.1 Généralités	10
4.3.2 Commune de Lieux	10
4.4 Entretien des dispositifs non collectifs	10
4.5 Devenir des matières de vidanges	10
4.6 Organisation du service d'assainissement non collectif	10
4.6.1 Obligations des collectivités	10
4.6.2 Obligations des usagers	10
4.7 Assainissement non collectif et urbanisme	10
4.7.1 Principes généraux	10
4.7.2 Dérogations possibles à la surface minimale des parcelles en non collectif	10
6 – Déroulement de l'enquête publique relative au zonage d'assainissement	10
5 L'Enquête publique	10
5.1 Textes de référence	10
5.2 Objectif de l'enquête publique	10
5.3 Déroulement de l'enquête publique	10
5.3.1 Le dossier d'enquête publique	10
5.3.2 Les différentes étapes de l'enquête publique	10
5.3.3 Approbation du zonage d'assainissement à l'issue de l'enquête publique	10
ANNEXE : Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal sur le choix du zonage d'assainissement du 28/05/11	10

PREAMBULE

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 amendée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) a introduit dans la législation le concept de préservation du milieu naturel, notamment de la ressource en eau, patrimoine commun de la nation.

L'article 35 de cette loi engage la responsabilité des communes vis-à-vis de l'assainissement des eaux usées, leur attribuant de nouvelles obligations dont la définition du zonage d'assainissement. Ce zonage permet de définir les moyens de traitement des eaux usées sur la commune : il distingue les secteurs orientés vers l'assainissement collectif, solution en domaine public, de ceux orientés vers l'assainissement non collectif, solution en domaine privé.

Le zonage d'assainissement doit être compatible avec les documents d'urbanisme existants ou éventuellement entraîner leur modification. **Il ne constitue pas l'obligation pour la commune de réaliser les travaux dans un délai précis mais définit une stratégie pour l'assainissement.**

Le *Schéma Communal d'Assainissement* permet d'établir ce zonage de façon objective par l'analyse globale du contexte communal. Pour cela, des critères déterminants pour la faisabilité de l'assainissement sont pris en considération :

- ↳ **l'état de l'assainissement existant** : déterminer les problèmes éventuels et évaluer les besoins (type et âge de l'installation, existence ou non de rejet d'eaux usées au fossé existant,...) ;
- ↳ **la densité et la répartition de la population** (zones agglomérées ou non, activités commerciales et industrielles,...) ;
- ↳ **les perspectives d'évolution de l'habitat** (projets d'urbanisme, fréquence des demandes de permis de construire, ...) ;
- ↳ **la configuration du bâti** (difficultés de mise en place de l'assainissement non collectif, taille des parcelles, possibilités d'évacuation des eaux traitées dans le réseau hydrographique, possibilité de raccordement au réseau existant ou à créer, position de l'habitation par rapport à la voirie, ...) ;
- ↳ **l'aptitude du sol et du sous-sol à l'assainissement non collectif** (géologie, pédologie, hydrogéologie, topographie) sur les zones concernées.

L'étude est menée dans le souci constant de protéger la sensibilité du **milieu naturel** (qualité des cours d'eau pour la baignade et autres usages, qualité des ressources en eau potable, zones naturelles protégées, zones sensibles à la pollution, ...).

Les solutions proposées sont comparées dans une étude technique intégrant tous ces paramètres ainsi que les implications financières (coût d'investissement et de maintenance, coût de contrôle). Les élus peuvent alors faire des choix motivés par des critères objectifs.

Ainsi, ETEN Environnement a donc été mandaté pour élaborer un schéma d'assainissement adapté au contexte local et aux orientations prévues à court et moyen termes sur la commune dans le cadre du document d'urbanisme en cours (mission confiée à Urbadoc). Une fois le choix des élus fait, un dossier de synthèse sera réalisé afin de permettre la validation de ce nouveau zonage d'assainissement de la commune par enquête publique.

C'est un document durable orientant la politique d'assainissement de la commune. Il est évolutif et doit être validé par une enquête publique après délibération du Conseil Municipal.

1 – CONTEXTE LOCAL

1 CONTEXTE COMMUNAL

1.1 Contexte géographique

La commune de LIEUX, située dans le département de la Haute-Garonne, appartient au canton et à l'arrondissement de Saint-Gaudens. Proche du parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises (environ 20 km). Le territoire communal est entouré par les communes de Saint-Gaudens, Saux-et-Pomarède, Landorthe, Castillon-de-Saint-Martory et Latoue, et se situe à 8 km au nord-est de son chef lieu de canton.

LIEUX a été rattachée à la commune de St-Gaudens en 1974 mais a retrouvé son indépendance en 2008, date à laquelle la commune comptait 130 habitants.

D'une superficie de 5,83 km² avec 127 habitants en 2007 (données INSEE), le territoire communal s'inscrit dans un canton dont la population a évolué de façon irrégulière. La densité de population de la commune est de 21,3 hab/km² alors que celle du canton est près de 5 fois supérieure avec 110,5 hab/km².

1.2 Population et habitat

La population de LIEUX était de 127 habitants en 2007 selon les sources INSEE. La commune connaît une baisse régulière de sa population depuis 1990 comme en témoigne le tableau ci-dessous recoupant les données de l'INSEE et celles fournies par la collectivité, issu du rapport de présentation réalisé par le B.E Urbadoc dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en cours

D'après les informations locales, LIEUX semble attirer de plus en plus de personnes désirant résider loin des nuisances de la ville, de profiter du paysage de la campagne, et surtout de la qualité de la vie.

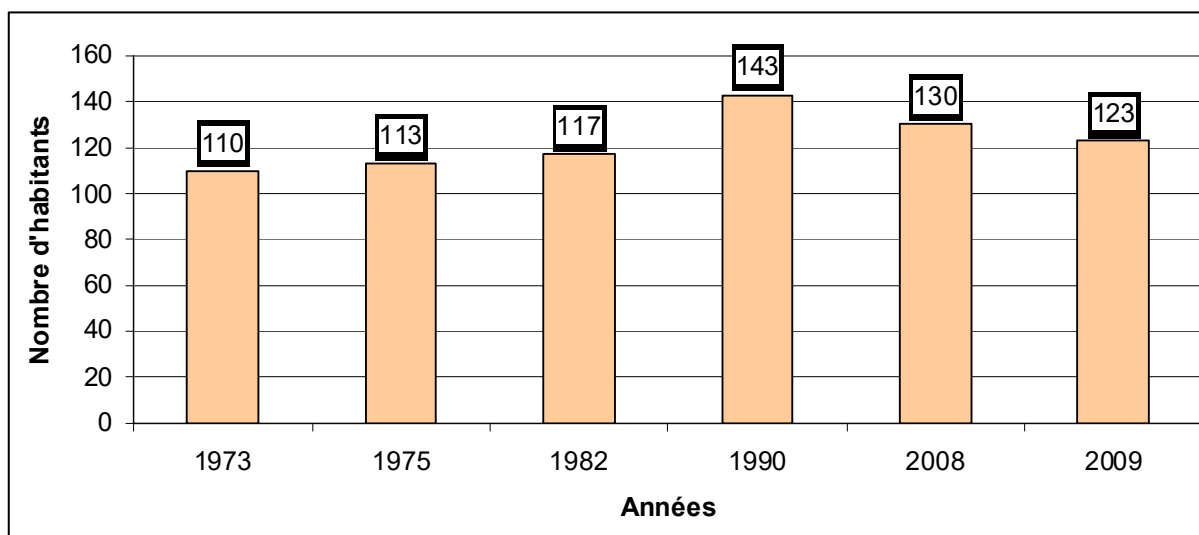


Tableau 1 : Evolution de la population de Liéoux (source PLU Urbadoc)

La taille des ménages connaît une nette diminution depuis 1990 (3 personnes/habitation) avec **une moyenne communale de 2,2 personnes par résidence principale en 2007**, ce qui est conforme à la tendance du canton.

1.3 Règlement d'urbanisme

Par délibération en date du 30 mai 2008, le Conseil Municipal de LIEUX a décidé de prescrire l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) et a émis le souhait de faire un diagnostic tant sur les besoins que sur les possibilités d'assurer un projet global d'urbanisme et d'aménagement du territoire de la commune.

La commune de LIEOUX anciennement rattachée à Saint-Gaudens partageait de ce fait le même Plan d'Occupation des Sols approuvé le 26 février 2001 et modifié le 5 mars 2007. La commune est également couverte par le Plan d'Occupation des Sols partiel concernant la décharge de Pihourc approuvé le 23 février 1996.

Ces documents ne répondent plus aujourd'hui aux objectifs de développement de la commune qui est maintenant autonome. Il s'est avéré nécessaire pour le Conseil Municipal de se doter d'un outil compatible avec les lois d'aménagement. Ce nouveau document d'urbanisme, instauré par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), permettra à la commune d'élaborer une stratégie de développement cohérent, permettant l'accueil de nouvelles populations et la préservation de la qualité de vie.

☞ **Compte tenu des grandes orientations qui ont pu être dégagées et les souhaits de l'équipe municipale, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D) de la commune de Liéoux devra porter sur les thématiques suivantes : Favoriser une augmentation de la population afin de maintenir les structures actuelles et préserver le cadre de vie de la commune.**

1.4 Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable est assurée par le Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save. Aucun captage d'eau potable ni réservoir n'est recensé sur le territoire communal.

Le Syndicat, propriétaire du réseau Eaux Barousse Comminges Save, a pour principale mission d'investir afin d'améliorer les ouvrages de production et d'alimentation en eau potable.

D'après les informations fournies par la Mairie, aucun périmètre de protection ne concerne le territoire communal.

1.5 Réseau hydrographique

Le territoire communal est délimité par plusieurs ruisseaux permanents qui en drainent une partie. Par conséquent, le système hydrographique de la commune se répartit sur deux bassins versants : le versant au Nord celui du *Barrail* et au Sud du *Jô*.

Ainsi, les principaux ruisseaux présents sur la commune sont :

- ruisseau de Jô (O 0280680),
- ruisseau de la Garrie (O0290630),
- ruisseau de Sarté (O0290700),
- ruisseau de Barrail (O0290720).

Une seule masse d'eau superficielle est présente sur la commune : « Le Jô » (FRFR251_5).

La quasi-totalité des ruisseaux temporaires présents sur le territoire communal est de taille trop petite pour faire l'objet d'un suivi qualité par l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Seule la masse d'eau constituée par le ruisseau de JO bénéficie d'un état et d'un objectif de qualité :

Objectif état global :	Bon état 2015
Objectif état écologique :	Bon état 2015
Objectif état chimique :	Bon état 2015

Le ruisseau de la Garrie, également présent sur la commune, dispose d'un tronçon réservé par Décret n°87-635 du 28 Juillet 1987. Il s'agit de cours d'eau pour lesquels aucune autorisation ou concession n'est donnée pour entreprises hydrauliques nouvelles

1.6 Géologie - Pédologie - Hydrogéologie

La commune de LIEUX s'inscrit dans une zone de coteaux molassiques accidentés non calcaires, argileux ou argilo-caillouteux issus de l'érosion des Pyrénées et découpés par un réseau hydrographique dense. Les sols rencontrés sont de type brun acides à bruns lessivés.

Les principales formations géologiques présentes sur la commune sont :

- les **argiles à galets** : argiles sableuses bariolées de traînées gris verdâtre ou blanchâtre, dans lesquelles sont noyées des galets,
- les **terrains miocènes** sous-jacents aux argiles à galets faits d'alternances de bancs calcaires, de marnes grumeleuses, de grès calcareux, de conglomérats et d'argile.
- les **formations de versants** : **éboulis fixés, colluvions variées et limons soliflués** ormés aux dépens des roches meubles : marnes, sables crétacés et tertiaires, calcschistes crétacés, molasse miocène.

La répartition des sols dans le paysage se fait de la manière suivante (source BRGM) :

- sur les pentes fortes ainsi que sur les crêtes et sommets, on trouve des sols peu épais d'érosion (sols peu évolués d'érosion ou sols bruns superficiels),
- sur les versants à pente plus modérée se sont développés des sols moins superficiels et généralement moins argileux (sol brun à brun lessivé).

Les seules nappes aquifères intéressantes de la région se situent dans les dépôts alluviaux de la Garonne et du Salât. Deux nappes ont été mises en évidence : la nappe perchée des moyennes terrasses et la nappe des niveaux inférieurs. Seules les alluvions récentes et celles de la basse plaine présentent de bonnes qualités hydrodynamiques.

La commune de LIEUX se situe au sein d'une région disposant de deux aquifères distincts :

- au Nord de la commune, un aquifère fissuré intitulé « *Pyrénées centrales/Petites Pyrénées à l'ouest de la Garonne* »,
- Au Sud, un aquifère molassique « *Armagnac* ».

Les masses d'eau souterraines présentes au droit de la commune sont :

- *Molasses du bassin de la Garonne et alluvions anciennes de Piémont (FRF043),*
- *Terrains plissés du BV Garonne secteur hydro 00 (FRF049),*
- *Calcaires du sommet du Crétacé supérieur captif sud aquitain (FRF081)*
- *Calcaires de la base du crétacé supérieur captif du sud du bassin aquitain (FRF091),*

1.7 Milieu naturel

L'ensemble de la commune de LIEUX est classée **en zone de répartition des eaux (ZRE)**. Les zones de répartition des eaux sont des zones où a été constatée une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'une ressource (bassin hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue le moyen pour l'Etat d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements. La commune **n'est pas classée en zone vulnérable aux nitrates ni en zone sensible à l'eutrophisation**.

D'après nos informations, la commune de LIEUX ne dispose d'aucune zone présentant un caractère environnemental remarquable reconnu sur son territoire.

1.8 La commune face aux risques majeurs

Les risques majeurs présents sur la commune de LIEUX sont :

- le risque sismique est lié à la proximité de la chaîne des Pyrénées, la commune est d'ailleurs classée en zone de sismicité 1A : « *sismicité très faible mais non négligeable* »,
- l'aléa moyen relatif au « retrait et gonflement des argiles » est majoritaire sur la commune. En effet, en raison de la nature géologique et du relief vallonné de la commune, il existe des risques de mouvements de terrain.

1.9 Inventaire des équipements d'assainissement existants

1.9.1 Assainissement Collectif

Aucun dispositif d'assainissement collectif (ni réseau, ni station d'épuration) n'est présent sur la commune. Toutes les habitations sont équipées de système d'assainissement non collectif.

Une étude de faisabilité de l'assainissement collectif a été réalisée par le Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save (SEBCS) en juillet 2010. Cette dernière permettait de desservir les projets de construction le long de la RD n°8 et en périphérie de l'Eglise (9 habitations existantes et 29 futures). Le coût financier était trop important pour pouvoir être supporté par la collectivité, déduction faite des subventions potentielles. Cette étude a été reprise dans le cadre de l'étude des scénarii d'assainissement du schéma communal d'assainissement.

1.9.2 Assainissement Non Collectif (ANC)

L'assainissement de l'ensemble de la commune se fait de façon non collective. Lors de son rattachement passé à la commune de St-Gaudens, une partie du territoire communal de LIEUX a fait l'objet en 2001 d'investigations qui ont permis d'aboutir aux préconisations des dispositifs d'assainissement non collectifs suivants :

- filtre à sable vertical drainé avec rejet dans le réseau de surface,
- filtre à sable horizontal drainé avec rejet dans le réseau de surface,
- filtre à sable vertical surélevé, drainé rejet dans le réseau de surface.

Afin de diminuer les coûts liés à la mise en œuvre du nouveau *service public d'assainissement non collectif* (SPANC), la commune de Liéoux a choisi de confier cette mission au Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save (SEBCS).

Outre le contrôle de bonne exécution des travaux pour les installations neuves ou réhabilitées, le SEBCS doit finaliser la campagne de diagnostics des assainissements existants sur la commune de LIEUX, réalisée en 2005 par la Lyonnaise des Eaux et dont les principaux résultats sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Résultats du diagnostic	Représentativité
Dispositif complet, en bon état de fonctionnement, sans impact sur le milieu ni risque	30%
Réhabilitation non urgente	47%
Réhabilitation urgente	23 %

Ainsi, comme le montre les résultats du diagnostic, la majorité des installations existantes ne présente pas de risque pour la salubrité publique et leur réhabilitation ne représente pas un caractère urgent.

D'après les informations fournies par la Mairie, seule la moitié des dispositifs existants a été diagnostiquée.

1.10 Rappel réglementaire sur l'Assainissement Non Collectif

1.10.1 Arrêté du 7/09/2009 : rappels sur l'évolution de la réglementation

Jusqu'à la publication de l'arrêté du 22 juin 2007, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, quelle que soit la charge organique. Il comportait en annexe, une liste des dispositifs agréés, susceptible d'être mise à jour, pour tenir compte de nouveaux procédés, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Dans un premier temps, cet arrêté a été abrogé en partie pour les installations de plus de 20 EH, par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (soit 20 Equivalent-Habitants).

Dans un second temps, l'arrêté du 6 mai 1996 a été définitivement abrogé et remplacé, pour les installations de moins de 20 EH, par l'arrêté du 7 septembre 2009.

Cet arrêté reprend globalement les dispositions générales de l'arrêté du 6 mai 1996 en favorisant le développement de nouveaux procédés de traitement qui doivent faire l'objet d'un agrément.

La principale modification porte sur la définition d'une procédure d'agrément des nouveaux dispositifs de traitement, précisée dans l'arrêté. Les dispositifs de traitement concernés par cette nouvelle procédure sont notamment les micro-stations, les filtres à coco.

Les principales dispositions de cet arrêté sont les suivantes :

1) Dispositions générales

- ↳ Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas :
 - porter atteinte à la salubrité publique, à la santé publique,
 - engendrer de nuisances olfactives,
 - présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles ni porter atteinte à la qualité du milieu récepteur,
 - porter atteinte à la sécurité des personnes
- ↳ L'implantation d'une installation d'assainissement non collectif est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

2) Traitement

- ↳ Les installations doivent permettre le traitement commun des eaux – vannes et des eaux ménagères, à l'exception possible des cas de réhabilitation d'installation pour lesquelles une séparation des eaux usées existaient déjà.
- ↳ Le traitement des eaux usées se fait préférentiellement soit par le sol en place soit par un matériel dont les caractéristiques techniques et le dimensionnement sont précisés en annexe de l'arrêté.
- ↳ Le traitement peut également se faire par des dispositifs, autres que par le sol, qui doivent être agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement.

Deux procédures d'évaluation sont distinguées :

- ↳ la procédure complète basée sur des essais réalisés sur plateforme expérimentale d'une durée de 15 mois
- ↳ la procédure simplifiée basée sur l'analyse des rapports d'essais fournis par les fabricants pour les installations bénéficiant du marquage CE, ou celles commercialisées légalement dans d'autres états-membres, d'une durée de 3 mois. Cette procédure permettra d'agréer, sans aucun essai complémentaire, les installations marquées CE qui répondent aux performances épuratoires réglementaires, conformément aux dispositions prévues à l'article 27 de la loi dite «Grenelle 1».

Quelle que soit la procédure, pour être agréés, les dispositifs de traitement doivent respecter :

- ↳ les performances épuratoires : 30 mg/l pour les MES et 35 mg/l pour la DBO5
- ↳ les principes généraux définis par l'arrêté du 7 septembre 2009
- ↳ les spécifications techniques contenues dans des documents de référence (DTU XP-64.1 en cours de révision, NF EN 12566) et les exigences essentielles de la directive n°89/106/CEE du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction.

Cette directive vise à harmoniser au niveau communautaire les règles de mise sur le marché des produits de construction. Ces évaluations sont effectuées par les organismes dits notifiés au titre de l'article 9 du décret du 8 juillet 1992, soit le CERIB ou le CSTB. A l'issue de cette évaluation, les organismes notifiés établissent un rapport technique contenant une fiche descriptive dont le contenu est précisé en annexe de l'arrêté.

La liste des documents de référence, la liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre

chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé en vue de l'information du consommateur et des opérateurs économiques.

3) Evacuation

- ↳ L'évacuation des eaux usées traitées doit se faire préférentiellement par le sol, à l'échelle de la parcelle, si les caractéristiques de perméabilité le permettent (expertise à réaliser),
- ↳ Si l'évacuation par le sol n'est pas techniquement envisageable, les eaux usées traitées sont :
 - Soit réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, sauf irrigation de végétaux destinés à la consommation humaine
 - Soit drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu, sous condition d'une étude particulière réalisée par un bureau d'étude ou déjà existante.
 - Il est rappelé que les rejets d'eaux usées même traitées sont interdits dans un puits, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.
 - Si aucune des solutions n'est techniquement envisageable, le rejet des eaux usées traitées peut se faire par puits d'infiltration, sous réserve de respecter les caractéristiques techniques notamment de perméabilité et conditions de mise en œuvre et sous réserve d'autorisation par la commune sur la base d'une étude hydrogéologique.



D'un point de vue réglementaire et selon la perméabilité du sol en place, il est rappelé que le rejet des effluents traités doit, dans la mesure du possible, se faire par infiltration dans le sol par l'intermédiaire de drains d'épandage ou en fond de filtre à sable.

Le rejet d'effluents traités vers les fossés ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où le sol ne peut assurer la dispersion des eaux (**Arrêté du 7 Septembre 2009 abrogeant celui du 6 Mai 1996**). L'autorisation du propriétaire ou du gestionnaire de l'exutoire superficiel doit préalablement être accordé.

4) Entretien

- ↳ Les installations sont entretenues régulièrement par le propriétaire et vidangées par une personne agréée par le préfet.
- ↳ La périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée à la hauteur de boue qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile.
- ↳ Les dispositifs doivent être fermés en permanence et accessibles pour le contrôle et l'entretien.

5) Utilisation

- ↳ Un guide d'utilisation, sous forme de fiche technique rédigé par le fabricant, est remis au propriétaire décrivant le type d'installation, les conditions de mise en œuvre, de fonctionnement et d'entretien et expose les garanties. Il comprend a minima des informations mentionnées dans l'arrêté.
- ↳ Ce guide sera un outil commun aux différents acteurs intervenants sur l'installation.

6) Toilettes sèches

- ↳ les toilettes sèches sont autorisées, à la condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage, ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni pollution des eaux superficielles et souterraines.

1.10.2 Les nouvelles filières agréées

En application de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, les procédés innovants peuvent faire l'objet d'un agrément ministériel, après évaluation de leur performances épuratoires et du respect des principes généraux fixés par l'arrêté.

L'agrément est publié au JO par les deux ministères et une liste des dispositifs agréés est tenue à jour par les ministères. Les agréments de ces nouvelles filières d'assainissement non collectif sont déjà publiés au Journal Officiel de la République depuis juillet 2010. Ils ont été notifiés à leurs titulaires conjointement par le ministère chargé de l'écologie et le ministère chargé de la santé.

L'agrément de la filière concernée est fonction du procédé d'épuration utilisé (filtres, micro station à boues activées ou à cultures fixées) et de la capacité de traitement correspondante en équivalent-habitant. Ainsi, de nouveaux dépôts de demande d'agréments sont régulièrement enregistrées auprès du ministère.

Les caractéristiques techniques, et en particulier les performances épuratoires, du dispositif sont disponibles sur le site internet interministériel relatif à l'assainissement non collectif : <http://www.assainissement-noncollectif.developpement-durable.gouv.fr> (adresse provisoire).

La liste ci-après identifie les filières nouvellement agréées au moment de la date de réalisation du présent rapport (Juin 2011), il s'agit donc d'une liste non exhaustive, évolutive dans le temps.

Nom de la filière	Marque	N° agrément	Descriptif sommaire	Capacité max. de validité de l'agrément	Informations complémentaires
<i>COMPACT'O</i> Modèle 4ST2	SARL Assainissement Autonome	2010-002	Deux cuves : - 1 fosse toutes eaux - 1 Filtre avec 5 massifs composés de laine de roche et d'un lit de garnissage de ré-aération alimenté en air par une ventilation naturelle indépendante	4 EH	http://www.assainissement-autonome.fr/ Assainissement Autonome, 13, rue de Luyot, ZI B, 59113 Seclin
<i>TOPAZE</i> Modèle T5 avec filtre à sable	NEVE Environnement	2010-003	Micro-station à boues activées (culture bactérienne libre).	5 EH	http://www.neve.fr/ NEVE Environnement, ZA du Pré-Saint-Germain, F-71250 Cluny
<i>ACTIBLOC</i> Modèle 2500-2500 SL	SOTRALENTZ	2010-004	Micro-station à boues activées fonctionnant selon le procédé SBR (Sequential Batch Reactor)	4 EH	www.sotralentz.cm/f SOTRALENTZ, 3, rue Bettwiller, 67320 Drulingen
<i>BIONEST</i> Modèle PE-5	BIONEST	2010-005	Culture bactérienne fixée composée : - d'un décanteur primaire équipée d'un préfiltre (FTE), - d'un réacteur à cultures fixées immergées. La culture microbienne est fixée sur un support synthétique non-biodégradable appelé « Média Bionest » (un ruban de polymère)	5 EH	www.bionest.ca/ BIONEST France Zone d'Activité Eurocentre 18, avenue de Fonttréal 31620 Villeneuve-les-Bouloc
<i>BIOFRANCE</i> Modèle F4	EPUR	2010-006	Culture fixée immergée aérobie alimentée gravitairement	5 EH	www.epur-biofrance.fr EPUR 1, rue de la Bureautique 4460 GRACE-HOLLOGNE Belgique

Nom de la filière	Marque	N° agrément	Descriptif sommaire	Capacité max. de validité de l'agrément	Informations complémentaires
BIOFRANCE Modèle PLAST F4	EPUR	2010-007	Culture fixée immergée aérobie alimentée gravitairement	5 EH	www.epur-biofrance.fr EPUR 1, rue de la Bureautique 4460 GRACE-HOLLOGNE BELGIQUE
SEPTODIFFUSEUR Modèle SD14 SEPTODIFFUSEUR Modèle SD22	SEBICO	2010-008	Filière de type filtre à sable drainé avec unités de diffusion en surface du filtre	4 EH	www.sebico.fr/ SEBICO, 8 bis, Place Charles-de-Gaulle, BP 87, 95210 Saint-Gratien
SEPTODIFFUSEUR Modèle SD23	SEBICO	2010-009	Filière de type filtre à sable drainé avec unités de diffusion en surface du filtre	5 EH	www.sebico.fr/ SEBICO, 8 bis, Place Charles-de-Gaulle, BP 87, 95210 Saint-Gratien
BIO REACTION SYSTEM	PHYTO PLUS ENVIRONNEMENT NT	2010-010	Micro-station à cultures fixées aérobie	5 EH	www.phytoplus-environnement.com PHYTO PLUS ENVIRONNEMENT 12, avenue du Lieutenant-Atger, 13690 Graveson (France).
MONOCUVE TYPE 6	EAUCLIN	2010-011	Biomasse fixée immergée aérobie	6 EH	www.eauclin.fr EAUCLIN MAILLOL GRAND 81990 CAMBON D'ALBI
EPURFIX CP 5EH	PREMIER TECH	2010-012	Milieu filtrant en copeaux de coco	5	www.premiertechaqua.com www.apc-process.com PREMIER TECH ENVIRONNEMENT 1 avenue Premier Rivière-du-Loup Québec, Canada G5R 6CI
EPURFLO MAXI CP 5EH	PREMIER TECH	2010-013		5	
EPURFLO MAXI CP 6EH	PREMIER TECH	2010-014		6	
OXYFIX C-90 MB 4 EH 4500	ELOY WATER	2010-015	micro-station à boue activée - culture fixée immergée aérobie	3	http://www.elayfrance.com/ ELOY WATER, zoning de Damré, B-4140 Sprimont (Belgique)
OXYFIX C-90 MB 5 EH 6000		2010-016		5	
GAMME EPURFLO MODÈLES MAXI CP	PREMIER TECH	2010-017	milieu filtrant constitué de copeaux de coco sur une épaisseur de 0,65 m contenu dans un caisson	de 5 à 17 EH	www.premiertechaqua.com PREMIER TECH ENVIRONNEMENT 1, avenue Premier Rivière-du-Loup Québec, Canada G5R 6C
GAMME EPURFIX MODÈLES CP		2010-018		5 et 7 EH	

Nom de la filière	Marque	N° agrément	Descriptif sommaire	Capacité max. de validité de l'agrément	Informations complémentaires
<i>INNO-CLEAN EW 4</i>	KESSEL AG	2010-019	microstation à boues activées (culture libre aérée) fonctionnant sur le procédé SBR (« Sequencing Batch Reactor »)	4 EH	www.kessel-assainissement.fr/ KESSEL AG Nahnhofstrasse 33 85 101 LENTING ALLEMAGNE
<i>DELPHIN COMPACT 1</i>	DELPHIN WATER SYSTEMS GMBH AND Co.KG	2010-020	culture fixée immergée aérobie.	4 EH	www.bi-eau.fr Delphin Walter Systems GmbH & Co. KG Warnstedtstraße 59 D-22525 Hamburg, Allemagne
<i>SIMBIOSE 4 EH</i>	ABAS	2010-021	microstation fonctionnant selon le principe de la culture bactérienne fixée immergée aérée.	4 EH	www.simb-fr.com ABAS, ZA du Moulin Neuf, 56130 - Peaule
<i>BIODISC BA 5EH</i>	KINGSPAN ENVIRONMENTAL	2010-022	micro-station qui repose sur le principe de la culture fixée aérée immergée.	5 EH	www.klarenvironnement.com KINGSPAN ENVIRONMENTAL 18 ZA du PERRELLY 38300 - RUY MONTCEAU
<i>FILTRE A MASSIF DE ZEOLITHE</i>	EPARCO	2010-023	une fosse toutes eaux EPARCO en polyester renforcé de verre (PRV) munie d'un détecteur de niveaux de boues ; un filtre à massif de zéolithe dans une cuve en polyester renforcé de verre (PRV) assurant le traitement.	5 EH à 20 EH	www.eparco.info EPARCO Assainissement, centre de recherche Eparco, Le Ponant, BP 62, 34140 - Mèze
<i>OXYFILTRE</i>	STOC ENVIRONNEMENT	2011-001	micro-station à boues activées, composé de deux cuves parallélépipédiques La première cuve : un bassin d'aération et un clarificateur. La deuxième cuve, composée de deux compartiments, comprend un milieu filtrant composé de zéolithe de type chabasite.	5 EH	www.stoc-environnement.fr STOC Environnement, 760, route Nationale 97, 83210 La Farlède

Nom de la filière	Marque	N° agrément	Descriptif sommaire	Capacité max. de validité de l'agrément	Informations complémentaires
<i>MICROSTATION MODULAIRE XXS</i>	Nassar Techno Group.	2011-002	microstation reposant sur le principe de la culture fixée immergée aérobie	4 EH	www.nassar-group.com Nassar Techno Group NTG sal, P.O. Box 94, Bikfaya, Liban
<i>PURESTATION EP600</i>	ALIAxis R&D SAS	2011-003	micro-station à boues activées reposant sur le principe de la culture libre aérée	4 EH	ALIAxis R&D SAS, 1, rue de l'Amandier, BP 100, 78540 Vernouillet
<i>AUTOEPURE 3000</i>	EPUR NATURE	2011-004	principe du massif filtrant plantés de roseaux	5 EH	EPUR NATURE, ZAC des Balarucs, 153, avenue du Maréchal-Leclerc, 84510 Caumont/Durance
<i>KLARO EASY</i>	GRAF DISTRIBUTION SARL	2011-005	micro station à boues activées fonctionnant selon le procédé SBR	8 EH	http://www.graf.fr/ GRAF DISTRIBUTION SARL, 45, route d'Ernolsheim, 67120 Dachstein Gare
<i>TRICEL P6</i>	KMG Killarney Plastics	2011-006	microstation, à écoulement gravitaire, fonctionnant selon le principe de la culture fixée immergée aérée.	6 EH	KMG Killarney Plastics Ballyspillane Industrial Estate Killarney Co. Kerry Irlande
<i>COMPACT'O ST2</i>	ASSAINISSEMENT AUTONOME	2011-007	Deux cuves : - 1 fosse toutes eaux - 1 Filtre avec 5 massifs composés de laine de roche et d'un lit de garnissage de ré-aération alimenté en air par une ventilation naturelle indépendante	4 à 6 EH	http://www.assainissement-autonome.fr/ Assainissement Autonome, 13, rue de Luyot, ZI B, 59113 Seclin
<i>EYVI 07 PTE</i>	SMVE	2011-008	une micro station à boue activée, qui repose sur le principe de la culture libre aérée	7 EH	http://www.smve.fr/ SMVE, 9, avenue de la Mouyssaguère, 31280 Dremil-Lafage
<i>STEPIZEN 1-5EH</i>	AQUITAINE BIOESTE	2011-010	Micro-station à culture fixée et libre en alternance avec une oxygénation forcée		http://www.bioteste.fr/ AQUITAINE BIO-TESTE, Les Sables Nord, ZA du Pays Podensacais, 33720 Illats
<i>EPURALIA 5 EH</i>	ADVISAEN	2011-012	microstation à boue activée sur 1 principe de la culture libre aérée	5 EH	ADVISAEN, 14, rue Anatole-France, 92800 Puteaux

2 – Orientation de l'assainissement de la commune de LIEOUX

2 ORIENTATION DE L'ASSAINISSEMENT COMMUNAL

2.1 Scénarii proposés

Le choix des solutions non collectives ou collectives dépend de contraintes techniques ou économiques. Les deux critères permettant de déterminer la filière d'assainissement appropriée au contexte communal sont :

- **les contraintes parcellaires** concernant la difficulté de mettre en pratique l'assainissement non collectif (taille et disposition des parcelles, possibilité de rejet,...),
- et **l'intérêt financier de la solution collective** défini d'après la concentration de l'habitat et la distance moyenne séparant les habitations.

Les scénarii proposés sont basés sur les habitations ou points particuliers existants et non sur la pollution à venir non subventionnée par l'Agence de l'Eau.

La zone du bourg, où l'habitat est plus dense, a fait l'objet d'une campagne d'investigation permettant d'aboutir à la classification des habitations existantes en fonction des contraintes de superficie relative à la mise en place d'un assainissement non collectif (superficie, topographie, exutoire ...).

Sur la commune de LIEUX, seul le centre du village bénéficie d'un habitat regroupé situé de part et d'autre de la RD n°8 mais en raison des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation en périphérie du bourg dans le cadre du PLU, la zone d'étude sera étendue.

Aussi la zone étudiée dans le cadre de la mise en place d'un hypothétique réseau d'assainissement collectif, sera constituée des habitations existantes au sein du bourg et des projets d'urbanisation environnants (3 bâtiments publics existants : Mairie, Ecole, Salle des Fêtes et de 21 habitations existantes dont un logement communal.

Ainsi, les différents scénarii étudiés sur la commune par ETEN proposés à la Municipalité et commentés ont été :

- *Scénario 1* : Réhabilitation des assainissement non collectifs existants (28 dont 4 bâtiments communaux) et création pour les futures habitations (31 potentielles) dans la zone d'étude,
- ✎ Solution financièrement la plus intéressante par rapport à la situation existante. En effet, la plus part des habitations concernées dispose de suffisamment de terrain pour implanter, à minima, une filière d'assainissement non collectif compacte et réglementaire. Seuls 4 bâtiments publics présenteraient des difficultés à la pratique de l'assainissement imposant la mise en place d'une filière compacte.
- *Scénario 2* : Mise en place d'un réseau de collecte minimum pour 9 branchements de bâtiments existants (dont 4 publics) et 46 à venir nécessitant la création d'une station d'épuration de 160 EH.
- *Scénario 3* : Mise en place d'un réseau de collecte étendu pour 15 branchements de bâtiments existants (dont 4 publics) et 54 à venir nécessitant la création d'une station d'épuration de 200 EH.
- ✎ Même en bénéficiant de l'aide hypothétique des financeurs sur l'assainissement collectif, le cout moyen par habitation sur 15 ans (investissement +entretien annuel) est plus important dans le cas de la mise en place d'un assainissement collectif.

Le détail de couts, disponible en annexe du schéma d'assainissement, a été présenté aux élus le 05/05/11 en présence du comité de pilotage composé de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, des élus de la communes, du cabinet Urbadoc en charge du PLU,, du Conseil Général de la Haute-Garonne, d'une représentante de la DDT et du bureau d'études ETEN Environnement.

2.2 *Choix de la Municipalité*

Au vu des diverses contraintes techniques, financières et démographiques, la municipalité de LIEUX a choisi, par délibération du 28 Mai 2011 disponible en annexe, l'orientation de sa politique d'assainissement en retenant le *scénario n°1* et a choisi de placer en **ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE DE LIEUX**.

En effet, même en tenant compte des subventions possibles de l'Agence de l'Eau et du CG31 sur l'assainissement collectif, le scénario non collectif reste le plus avantageux financièrement d'autant que la part relative à la pollution à venir (futures zones constructibles) représente une part bien plus importante que celle existante.

3 – Zonage d'assainissement de la commune de LIEOUX

3 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le zonage d'assainissement ne constitue pas un document d'urbanisme au sens de l'article R.600-1 du Code de l'Urbanisme, dès lors qu'il n'a pas pour objet principal de déterminer les règles d'affectation et d'utilisation du sol applicables aux différentes autorisations d'occupation prévues par ce Code.

Il détermine, pour l'assainissement collectif, les limites d'extension du réseau éventuellement existant ou sa création.

Pour ce qui est du reste du territoire, en dehors de la zone collective éventuelle, il s'agira de zones qui relèveront de l'assainissement non collectif.

Le zonage d'assainissement ainsi réalisé permet de retenir les solutions les plus adéquates pour un développement raisonné de l'urbanisation en adéquation avec la protection du milieu naturel.

Le zonage d'assainissement est un document durable orientant la politique d'assainissement à long terme de la commune. Il est évolutif et doit être approuvé par délibération du Conseil Municipal puis validé par une enquête publique et être intégré dans les annexes sanitaires de l'éventuel document d'urbanisme.

Le zonage d'assainissement ainsi défini, objet de la présente étude est soumis à enquête publique.

Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif permet de déterminer le mode d'assainissement quand un permis de construire est accordé, mais ne peut avoir pour effet :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;
- ni de dispenser le pétitionnaire d'une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la construction est antérieure à la desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ni d'exempter le pétitionnaire ou le promoteur de leur participation aux équipements publics d'assainissement. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L.332-6-1 du Code de l'Urbanisme.

La commune de Lieux a choisi de laisser l'ensemble du territoire en assainissement non collectif.

Toutes les habitations doivent être équipées d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme à l'échelle de leur parcelle. Dans certains cas, la superficie disponible pourrait s'avérer restreinte pour implanter une filière d'assainissement réglementaire classique issue du DTU 64.1 de mars 2007 (en cours de révision).

Dans de telles situations, les propriétaires pourront :



- soit mettre en place une solution individuelle compacte conforme aux prescriptions de l'arrêté du 7/09/2009 dont la liste est publiée au *Journal Officiel* de la République française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé
- soit mettre en place un système commun à l'ensemble ou à une partie des habitations concernées sur une parcelle plus appropriée. A noter qu'un dispositif d'assainissement mis en place pour plusieurs habitations doit être dimensionné en fonction du nombre d'habitations concerné et qu'il sera considéré en assainissement non collectif dans la mesure où les investissements et les charges d'entretien sont assurés par les propriétaires bénéficiant de ce dispositif.

S'il y a impossibilité technique, les eaux-vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou fosse d'accumulation étanche, après autorisation de la commune (article 4 de l'arrêté du 7/09/2009).

Dans le cas où aucune surface n'est disponible, le recours à une fosse étanche peut être une solution après accord du Maire ou de l'autorité compétente.

L'ensemble des habitations reste donc assaini de façon non collective.

Légende

-  Zone retenue* pour être assainie de façon COLLECTIVE
 -  Zone retenue* pour être assainie de façon NON COLLECTIVE
- * suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 28/05/2011

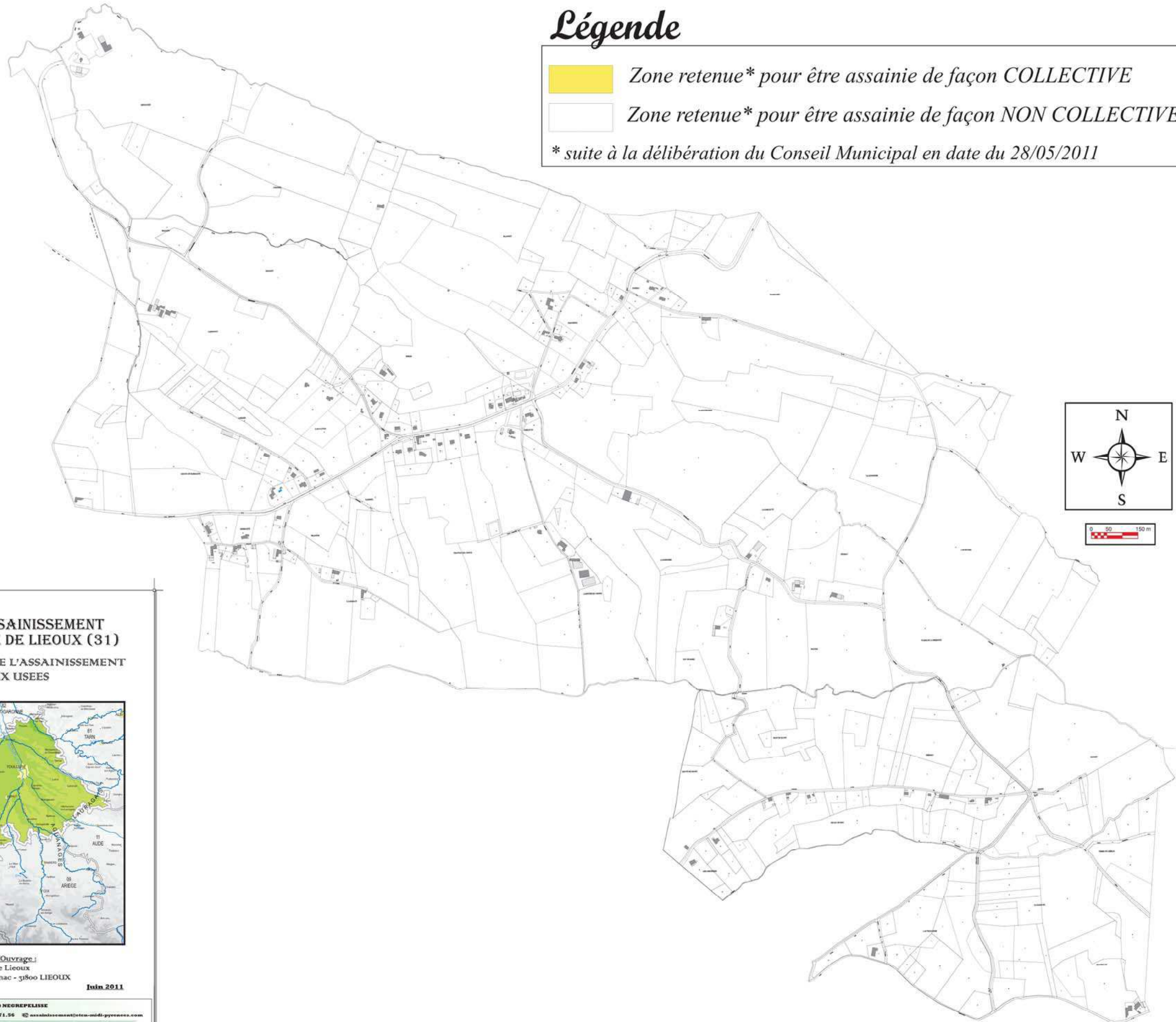
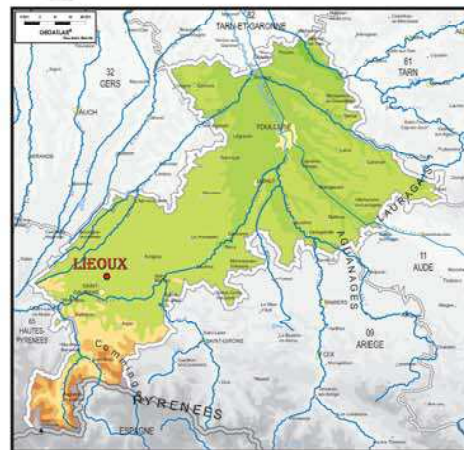


SCHÉMA D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE LIEUX (31) CARTE DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES



Maîtrise d'Ouvrage :
Mairie de LIEUX
1557, Route d'Aurignac - 31800 LIEUX

Juin 2011

4 – Modalités de l'Assainissement Non Collectif (ANC)

4 MODALITES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Depuis la Loi sur l'Eau de janvier 1992, amendée par la LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) en 2006, les communes sont responsables du CONTROLE de la conception, de la réalisation, du fonctionnement et de l'entretien des systèmes d'assainissement non collectifs.

Elles peuvent, si elles le souhaitent, assurer l'entretien et la réhabilitation de ces dispositifs (Cf.CGCT). Les contrôles concernent :

- la conception : au niveau du permis de construire (vérification de l'indication de l'assainissement, vérification du dispositif envisagé et conseil éventuel),
- la réalisation : contrôle de la bonne réalisation du dispositif avant fermeture des travaux,
- le fonctionnement et l'entretien des systèmes : vérification de la réalisation des vidanges, mesures éventuelles de pollution en sortie de dispositif.

La commune de LIEOUX a créé un service publics d'assainissement non collectif (SPANC) à l'échelle communale et a décidé de prendre le Syndicat des Eaux de la Barousse Comminges Save (SEBCS) comme prestataire. Ce dernier élabore les documents techniques nécessaires, formule les avis techniques sur le projet, effectue le contrôle sur site de la réalisation des ouvrages et délivre un rapport sur sa conformité.

La Loi sur l'Eau n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 (LEMA) apporte des précisions notamment sur :

- une échéance (2012) concernant le contrôle du bon fonctionnement des installations existantes,
- une fréquence maximale pour ce même contrôle à ne pas dépasser (10 ans maxi),
- une obligation de réhabilitation du système dans les 4 ans, dans le cas d'un assainissement non conforme suite à ce même contrôle.

4.1 Principes de l'assainissement non collectif

L'Assainissement Non Collectif (ANC) correspond à tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Ces dispositifs concernent les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

Les eaux usées traitées sont constituées des eaux vannes (eaux des toilettes) et des eaux grises (lavabos, cuisine, lave-linge, douche...). Les installations d'ANC doivent permettre le traitement commun de l'ensemble de ces eaux usées.

Contenant micro-organismes potentiellement pathogènes, matières organiques, matière azotée, phosphorée ou en suspension, ces eaux usées, polluées, peuvent être à l'origine de nuisances environnementales et de risques sanitaires significatifs.

L'assainissement non collectif vise donc à prévenir plusieurs types de risques, qu'ils soient sanitaires ou environnementaux.

Suite à leur collecte, les eaux usées domestiques sont prétraitées dans une fosse (septique ou toutes eaux) qui permet la décantation des matières en suspension dans les eaux collectées, la rétention des éléments flottants et une première étape de dégradation.

Les eaux usées sont par la suite acheminées vers le traitement où l'élimination de la pollution est assurée par dégradation biochimique (activité microbiologique) des eaux grâce au passage dans un réacteur naturel constitué soit par un sol naturel, soit par un sol reconstitué (massif de sable)

Lorsque les huiles et les graisses sont susceptibles de provoquer des dépôts préjudiciables à l'acheminement des eaux usées ou à leur traitement, un bac dégraisseur est installé dans le circuit des eaux ménagères et le plus près possible de leur émission.

4.2 Mise en œuvre des installations d'assainissements non collectifs

Selon la réglementation, les termes «installation d'assainissement non collectif» désignent toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Pour un hameau ou un groupe d'habitations, un assainissement dit regroupé pourra relever de l'assainissement collectif dans la mesure où les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire.

Cette distinction revêt une grande importance vis à vis des obligations de l'utilisateur :

- obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien pour les systèmes collectifs,
- obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages pour les systèmes non collectifs (remarque : dans le cadre du service de contrôle de l'assainissement non collectif, ce service pourra, si la collectivité le souhaite, prendre en charge l'entretien).

Toute installation d'assainissement non collectif devra faire l'objet d'une déclaration préalable.

L'assainissement non collectif (ANC) est une technique adaptée aux zones d'habitat diffus à faible croissance. Il doit être réservé aux zones rurales destinées à le rester ou zones périurbaines à faible densité et faible pression foncière.

L'assainissement non collectif n'est généralement pas adapté aux secteurs fortement urbanisés. Le recours à l'assainissement non collectif pourra être envisagé :

- s'il est démontré par une **étude économique** que le **coût de l'assainissement collectif est excessif (ce qui est le cas pour la commune de Lieux)**,
- s'il est démontré que **l'assainissement collectif n'apporte aucun avantage réel** par rapport à l'assainissement non collectif vis à vis de la salubrité publique et de l'environnement dans le cadre d'une urbanisation diffuse et très limitée (quelques habitations) **ce qui est le cas pour la commune de Liéoux** (aucun risque de salubrité publique avéré lors du précédent diagnostic de l'existant).

Une fois la filière déterminée au moment de la délivrance du permis de construire et réalisée, le SPANC¹ a pour mission de donner un "avis technique", lors du contrôle de la conception et de l'implantation avant l'enfouissement de l'ouvrage. Le rapport de visite de contrôle pourra alors être délivré au particulier.

4.3 Filières susceptibles d'être autorisées

4.3.1 Généralités

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

¹ Service Public à l'Assainissement Non Collectif

Sauf dispositions plus strictes fixées par les réglementations nationales ou locales en vue de la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie selon l'arrêt du 7/09/2009 est interdite à moins de 35 m d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance. Ces installations peuvent être interdites par le préfet ou le maire dans les zones de lutte contre les moustiques.

Les caractéristiques techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter, aux caractéristiques de l'immeuble à desservir, telles que le nombre de pièces principales, aux caractéristiques de la parcelle où elles sont implantées, particulièrement l'aptitude du sol à l'épandage, ainsi qu'aux exigences décrites à l'article 5 de l'arrêté du 7/09/2009 et à la sensibilité du milieu récepteur.

Les installations doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères, à l'exception possible des cas de réhabilitation d'installation pour lesquelles une séparation des eaux usées existaient déjà.

Le traitement des eaux usées se fait préférentiellement soit par le sol en place soit par un matériel dont les caractéristiques techniques et le dimensionnement sont précisés en annexe de l'arrêté relatif aux prescriptions techniques du 7/09/2009. Le document de normalisation française DTU 64.1 de mars 2007 disponible auprès de l'AFNOR (en cours de révision) doit également être pris en compte.

Le traitement peut également se faire par des dispositifs, autres que par le sol, qui doivent être agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé.

Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis à l'article 11 de l'arrêté du 7/09/2009 (perméabilité inférieure à 10 mm/h), les eaux usées traitées en sortie de filière sont :

- soit réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisés pour la consommation humaine et sous réserve d'absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées ;

- soit drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

En cas d'impossibilité de rejet conformément aux dispositions évoquées précédemment, les eaux usées traitées conformément à la réglementation peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1 de l'arrêté du 7/09/2009.

Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune, au titre de sa compétence en assainissement non collectif, en application du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique.

4.3.2 Commune de Lieux

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif permet de définir le dispositif adapté à chaque type de sols. Elle n'est qu'un outil d'information et n'indique en rien une obligation de filière vis à vis du particulier. La Municipalité peut cependant interdire certaines pratiques d'assainissement non collectif par arrêté afin d'éviter tout risque de pollution des nappes d'eaux souterraines ou toute menace pour la salubrité publique.

Les caractéristiques du sol en place permettent de déterminer s'il peut être utilisé comme système épurateur et/ou dispersant.

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif définit des secteurs vraisemblablement homogènes, d'après les sondages pédologiques réalisés. **Cependant elle n'offre pas une précision à la parcelle car les variations géologiques ponctuelles n'ont pas forcément été mises à jour.**

Cette carte ne peut en aucune manière préjuger de la constructibilité des terrains.

Ainsi, le dispositif réglementaire proposé sur la commune, issu du DTU 64.1, est **le filtre à sable vertical drainé** : dans le cas de sol bénéficiant d'une mauvaise capacité d'infiltration et d'un faible pouvoir épurateur, le sol sera remplacé par un filtre à sable. Ce filtre à sable doit être drainé en fond de filtre pour permettre d'évacuer les effluents traités (infiltration ou rejet vers un exutoire défini suivant la nature du sol).

Une confirmation sur site est donc fortement conseillée et implique un retour à la parcelle au moment de l'instruction du permis de construire. Le choix du dispositif sera ensuite affiné selon des éléments propres à chaque parcelle (pente, position de la maison, nature du sol de la parcelle, exutoire, nombre de pièces, superficie disponible ...). A ce titre, l'arrêté du 7 septembre 2009 précise que le pétitionnaire qui souhaite mettre en place ou réhabiliter une filière d'assainissement, doit fournir au SPANC les éléments permettant :

- d'apprécier les possibilités d'épandage superficiel,
- de dimensionner les filières intégrant le sol en place : filtration, infiltration,
- de justifier d'un rejet en milieu superficiel.

Ainsi, même si la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif ne se substitue pas à la réalisation d'une étude à la parcelle, cette dernière permet de donner une information générale et nécessaire sur la nature du sol en place et sur les principaux types de filières envisageables à l'échelle communale. Les informations issues de cette carte ont été reprises en vue de pouvoir comparer les différents scénarii d'assainissement possibles sur la commune.

D'autres filières réglementaires compactes drainées peuvent être installées sur la commune depuis la parution récente de la liste des dispositifs nouvellement agréés au Journal Officiel de la République Française (juillet 2010) mais nécessitent une étude particulière au cas par cas en fonction du volume d'eaux usées à traiter, de la superficie disponible, des contraintes de pose, d'installation (nécessité d'un poseur agréé dans certains cas) et d'entretien mais aussi des possibilités de rejets.

4.4 Entretien des dispositifs non collectifs

Un contrôle régulier des dispositifs individuels, effectué par les services compétents, s'impose afin d'éviter tout risque de contamination en cas de dysfonctionnement. L'accessibilité des regards de sortie est impérative pour le contrôle.

La mission de contrôle peut éventuellement être élargie à la gestion de l'assainissement non collectif par la mise en place d'un service d'entretien des installations individuelles (vidanges organisées par la collectivité).

L'entretien des dispositifs non collectifs consiste en une vidange régulière conforme aux prescriptions du constructeur et un nettoyage annuel du préfiltre s'il existe, assurant la longévité des dispositifs de traitement secondaire et l'élimination des problèmes d'odeurs. Le devenir des matières de vidange devra être surveillé.

4.5 Devenir des matières de vidanges

L'épuration des eaux usées domestiques, basée sur des procédés biologiques, s'accompagne de la **production de « boues »**, riches en matières organiques et azotées. Ces boues, assimilées aux boues issues des stations d'épuration (décret du 8/12/97 – art. 4), peuvent présenter un intérêt agronomique, car elles sont généralement riches en fertilisants.

Cependant, elles peuvent contenir des produits toxiques (métaux lourds, polluants organiques) et des micro-organismes pathogènes, qui limitent leur utilisation en agriculture.

C'est la qualité des boues qui va déterminer la filière de traitement adaptée.

En France, les différentes voies d'élimination sont :

- → l'incinération, mais les coûts d'investissement et de fonctionnement font que la solution ne s'adapte qu'à de gros gisements de boues issus de grands producteurs (filiale très onéreuse : 50 à 100% plus cher que l'épandage). Les cendres de boues (100% minérale) sont non polluantes et présentent des propriétés physico-chimiques et mécaniques intéressantes pour de multiples applications dans le bâtiment et les travaux publics ;
- → l'élimination dans les stations d'épuration dimensionnées pour recevoir ces matières. L'optimisation de cette filière devrait théoriquement passer par la réalisation de schémas départementaux organisant un maillage du territoire avec des stations adaptées pour traiter ces matières ;
- → l'épandage agricole (valorisation) ne peut être pratiqué que s'il présente un intérêt pour le sol ou les cultures, et non pas « à titre de simple décharge² » (décret du 8/12/97 – art. 6). Il doit satisfaire au Règlement Sanitaire Départemental. Il est soumis à déclaration et autorisation.

Il est à noter que si les matières de vidanges sont considérées comme de déchets au sens de la loi du 15 juillet 1975, la responsabilité de leur élimination qui pèse normalement sur le producteur, est ici assumée par l'entreprise de vidange (décret du 8/12/97 – art. 5), et non par les particuliers.

4.6 Organisation du service d'assainissement non collectif

4.6.1 Obligations des collectivités

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a donné aux communes des compétences accrues en matière d'assainissement. Ainsi, les collectivités doivent réaliser un zonage d'assainissement, qui définit les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif en fonction des contraintes technico-économiques spécifiques aux communes.

Parallèlement à l'instauration de ce zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non collectif. **La mise en place de ce contrôle technique communal devait être, à l'origine, assurée au plus tard le 31/12/2005.**

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 puis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ont introduit les modifications suivantes :

- les communes devront avoir contrôlé **toutes les installations avant le 31 décembre 2012**, (2020 pour Mayotte). A ce titre, les agents du SPANC peuvent accéder aux propriétés afin de réaliser leur mission de contrôle ;
- elles devront mettre en place **un contrôle périodique dont la fréquence sera inférieure à 10 ans ;**

² le stockage ou la mise en décharge est interdit depuis le 1er juillet 2002

- les communes pourront assurer, outre leur mission de contrôle, et éventuellement d'entretien, des missions complémentaires facultatives de réalisation et réhabilitation, à la demande des usagers et à leurs frais ;
- les communes pourront également assurer la prise en charge et l'élimination des matières de vidange ;
- les agents du service d'assainissement auront accès aux propriétés privées pour la réalisation de leurs missions ;
- si à l'issue du contrôle, des travaux sont nécessaires, les usagers devront les effectuer au **plus tard 4 ans après** ; sachant que les travaux ont d'abord pour objet de remédier à des pollutions pouvant avoir des conséquences réellement dommageables pour le voisinage ou l'environnement. Les travaux demandés doivent donc rester proportionnés à l'importance de ces conséquences ;
- les usagers devront assurer le bon entretien de leurs installations et faire appel à des personnes agréées par les préfets de département pour éliminer les matières de vidanges afin d'en assurer une bonne gestion ;
- afin de mieux informer les futurs acquéreurs, **un document attestant du contrôle de l'assainissement non collectif devra être annexé à l'acte de vente à partir du 1er janvier 2011** ;
- possibilité de faire prendre en charge une partie des dépenses du SPANC par le budget général de la commune pendant les cinq premiers exercices budgétaires suivant la création du SPANC (dérogation à l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales) introduite par la loi de finances n°2006-1771 du 30 décembre 2006, sans condition de taille de la collectivité et modifié par la loi de finances pour 2009.

Les dispositions introduites par la LEMA ont nécessité de modifier et de compléter les textes réglementaires, publiés en mai 1996, devenus inadaptés.

Les prescriptions techniques applicables aux plus grosses installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5 (20 équivalent-habitants) ont été mises à jour par l'arrêté du 22 juin 2007, remplaçant les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 qui leur étaient applicables.

Trois arrêtés relatifs à l'assainissement non collectif ont été signés le 7 septembre 2009 après deux ans de négociations avec les acteurs de l'Assainissement Non Collectif et accord de la commission européenne, permettant de stabiliser le dispositif réglementaire :

- Un arrêté relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg de DBO5, incluant également les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif

- Un arrêté relatif aux modalités de l'exécution de la mission des communes de contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes

- Un arrêté relatif aux modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites.

Ces dispositions prévues par la LEMA ont été complétées d'une disposition dans la loi de finances pour 2009 (disposition de l'article 99 codifiée dans le code général des impôts, conforme à l'esprit du Grenelle de l'Environnement, donnant la possibilité aux particuliers de bénéficier d'un éco-prêt à taux zéro pour les travaux de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif ne consommant pas d'énergie. Les modalités et plafonds d'attributions ainsi que la nature et les caractéristiques techniques de ces travaux sont précisés dans les articles R.319-1 à R.319-22 du code de la construction et de l'habitat.

4.6.2 Obligations des usagers

Les obligations auxquelles doivent se soumettre l'utilisateur d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) assuré ici par le SEBCS, sont fixées d'une part par la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif et d'autre part par le règlement de service du SPANC auquel il appartient. Le règlement de service doit définir « en fonction des conditions locales, les

prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires ».

Ces obligations sont :

- équiper l'immeuble d'une installation d'assainissement non collectif,
- assurer l'entretien et faire procéder à la vidange périodiquement par une personne agréée pour garantir son bon fonctionnement.,
- procéder aux travaux prescrits, le cas échéant, par le SPANC dans le document délivré à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans,
- laisser accéder les agents du SPANC à la propriété, sous peine de condamnation à une astreinte en cas d'obstacle à la mission de contrôle,
- acquitter la redevance pour la réalisation du contrôle et, le cas échéant, l'entretien,
- rembourser par échelonnement la commune dans le cas de travaux de réalisation ou de réhabilitation pris en charge par celle-ci,
- **annexer à la promesse de vente ou à défaut à l'acte authentique en cas de vente le document, établi à l'issue du contrôle, à compter du 1er janvier 2011.** Ce document s'ajoutera aux 7 autres constats ou états (amiante, plomb, gaz, termites, risques naturels et technologiques, installations électriques, performances énergétiques),
- être contraint à payer une astreinte en cas de non respect de ces obligations,
- être contraint à réaliser les travaux d'office par mise en demeure du maire au titre de son pouvoir de police.

4.7 Assainissement non collectif et urbanisme³

4.7.1 Principes généraux

Le zonage d'assainissement ne préjuge pas de la constructibilité des terrains au vu de la réglementation de l'urbanisme.

L'assainissement non collectif individualisé avec **infiltration par le sol sera recherché en priorité**. La surface minimale des terrains constructibles sera dans ce cas de **1 000 m²** sous réserve de démontrer l'absence d'enjeux particuliers liés notamment à la protection des masses d'eau prioritaires. Dans l'hypothèse d'un tel enjeu, une étude d'impact devra justifier les dispositions envisagées et des préconisations particulières pourront être imposées.

S'il est démontré par une étude spécifique (**conformément à l'article 12 de l'arrêté du 07/09/2009 relatif aux prescriptions techniques de l'ANC**) que la nature des terrains ne permet pas une infiltration des rejets par le sol, le rejet **en milieu superficiel** pourra être toléré sur des surfaces de terrains constructibles de **2 000 m² minimum** sauf dans les cas de **dérogation** énoncés ci-après.

Cette superficie de 2 000 m² vise à limiter les conséquences néfastes de ces rejets ponctuels dans les fossés qui concentrent la pollution bactériologique non traité par les dispositifs traditionnels favorisant en outre l'eutrophisation de ces milieux par des rejets des composés azotés (nitrates) et phosphorés et le développement des gîtes à moustiques. Cette doctrine sera appliquée pour les futurs documents d'urbanisme.

4.7.2 Dérogations possibles à la surface minimale des parcelles en non collectif

Pour l'Assainissement Non Collectif (ANC) en rejets superficiels des dérogations par rapport à la surface minimale de 2 000 m² pourront être tolérées selon les cas énoncés dans le tableau ci-dessous :

³ Source : doctrine de l'Etat relative à l'urbanisme et à l'assainissement non collectif dans le département de la Haute-Garonne – Préfecture de la Haute-Garonne

Cas	Principe général	Condition de dérogation	Dérogation
« Dents creuses » des centre bourgs	Assainissement Collectif (AC)	Si pas d' assainissement collectif existant	ANC sur terrains constructibles inférieur ou égal à 2 000 m ² . Le projet de construction devra démontrer une surface minimale suffisante libre de toute occupation (habitation, couvert végétal, ..) pour la mise en place des installations de traitement. Cette surface minimale libre est de 100 m ² pour une maison individuelle. Pour un logement collectif ou autre construction, le pétitionnaire devra justifier le projet par une étude spécifique.
« Dents creuses » des écarts et hameaux	AC ou ANC sur terrains constructibles supérieur ou égal 2000 m ²	Si pas d'AC et si la commune est dotée d'un document d'urbanisme (PLU, Carte Communale)	Même dérogation que ci-dessus
Urbanisation en continuité des bourgs et des hameaux identifiés dans le document d'urbanisme (PLU et CC) comme devant se développer	AC	- Pas d'AC existant dans le bourg Justification par une étude économique d'un coût de l'assainissement collectif conduisant à une redevance annuelle par habitation supérieure à 240 € (soit 2 €/m ³ sur la base de la moyenne de consommation INSEE de 120 m ³ /an/foyer). (coût plafond établi sur la base économique 2009 et susceptible d'être révisé) (cf. Annexe 2) - Etablissement de conventions avec les propriétaires des exutoires stipulant leur accord pour recevoir les rejets des installations d'ANC (conformément à l'article 12 de l'arrêté du 07/09/2009 relatif aux prescriptions techniques de l'ANC) et confiant la gestion pour entretien à la collectivité avec mise en place de servitudes de passage.	l'ANC avec rejet superficiel pourra être autorisé sur des terrains constructibles d'une surface minimale de 1500 m ² et pour une surface globale à urbaniser ne dépassant pas 2 hectares. Cette dérogation n'est accordée qu'une seule fois. Toute nouvelle extension d'urbanisation devra faire l'objet d'un assainissement collectif ou éventuellement d'un ANC regroupé
Communes classées en zone de montagne	AC	Pas d'AC existant	ANC autorisé sur une surface de terrain constructible supérieure ou égale de 1000m ²

6 – Déroulement de l'enquête publique relative au zonage d'assainissement

5 L'ENQUETE PUBLIQUE

5.1 Textes de référence

➤ **L'article 35 de la loi sur l'eau** du 3 janvier 1992 attribue de nouvelles obligations aux communes et à leurs groupements, notamment :

- la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif ;
- la délimitation des zones affectées par les écoulements en temps de pluie ;

➤ **Ces obligations sont inscrites dans le code général des collectivités territoriales à l'article L 2224.10 ainsi rédigé :**

"Les communes ou leurs groupements délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées;

- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elles le décident, leur entretien.

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

➤ **Une enquête publique est obligatoire avant d'approuver la délimitation des zones d'assainissement.**

L'article R.2224-8 du code général des collectivités territoriales (reprenant l'article 3 du décret n° 94-469 du 3 juin 1994) précise le type d'enquête à mener : *"Article R.2224-8 - l'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R 123-11 du code de l'urbanisme".*

5.2 Objectif de l'enquête publique

Les objectifs de l'enquête publique consistent en l'information du public et au recueil des observations de celui-ci sur les règles techniques et financières qu'il est proposé d'appliquer en matière d'assainissement sur le territoire des communes et sur le zonage lui-même.

Ce dossier précise donc les circonstances qui ont conduit le maître d'ouvrage au choix du ou des systèmes d'assainissement retenus

5.3 Déroulement de l'enquête publique

Dès lors qu'elle n'a pas procédé au transfert de tout ou partie de ses attributions à une intercommunalité, la commune peut prendre l'initiative d'engager la délimitation de ses zones d'assainissement et la soumettre à l'enquête publique.

En revanche, lorsque la commune a transféré sa compétence «Assainissement et Collecte» à une structure intercommunale, elle la sollicite pour procéder aux études nécessaires à la délimitation des zones d'assainissement et au déroulement de l'enquête publique.

5.3.1 Le dossier d'enquête publique

Préalablement au déroulement de l'enquête publique et après délibération prise par la collectivité compétente, une notice (synthèse du dossier technique) justifiant le zonage proposé ainsi qu'une carte sont élaborées, constituant ainsi la base du dossier d'enquête publique. Ce dossier est le projet de zonage.

5.3.2 Les différentes étapes de l'enquête publique

↳ **La désignation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête :**

Lorsque le dossier d'enquête est prêt, le Maire ou l'autorité compétente envoie le dossier à la Préfecture qui désigne un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête par le Tribunal Administratif

↳ **Le lancement de l'enquête publique :**

La décision (Arrêté Municipal, Délibération) comprend :

- 1- l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée qui ne peut être inférieure à un mois,
- 2- les nom et qualité du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête.

Le commissaire enquêteur recevra le public aux jours et heures mentionnés dans l'arrêté afin de recueillir les observations éventuelles sur le projet. Ces observations seront retranscrites dans un registre ouvert à cet effet.

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter, s'il le souhaite, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

↳ **Les mesures de publicité :**

Un avis d'enquête est, par les soins du Maire ou du Président du groupement de communes, publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les huit premiers jours de celle-ci.

Il est publié par voie d'affiches et éventuellement par tous autres procédés dans la ou les communes concernées

↳ **L'enquête publique :**

L'enquête s'ouvre selon le cas :

- à la Mairie,
- ou au siège de l'Établissement public de coopération intercommunale compétent et aux mairies des communes concernées.

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le dossier de zonage d'assainissement peuvent être consignées par les intéressés sur le ou les registres d'enquête. Elles peuvent également être adressées par écrit, au lieu fixe pour l'ouverture de l'enquête, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête, lequel les annexe au registre mentionné précédemment.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut faire compléter le dossier, demander l'organisation d'une réunion publique ou décider de proroger la durée de l'enquête dans les conditions prévues aux articles 17 à 19 du décret no 85-453 du 23 Avril 1985

↳ **Le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête**

A l'expiration du délai d'enquête, le ou les registres sont clos et signés par le commissaire enquêteur. Celui-ci examine les observations consignées ou annexées aux registres, établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et rédige ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur adresse le dossier complet accompagné du rapport et des conclusions au maire ou au président du groupement dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. Une copie du rapport et des conclusions est communiquée par le Maire au Préfet et au Président du Tribunal Administratif. Le rapport et les conclusions sont tenus à la disposition du public en mairie, ou, le cas échéant, au siège de l'établissement public compétent et aux mairies des communes concernées.

↳ L'approbation du zonage d'assainissement

Le projet de zonage peut éventuellement être modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique (Article R 123 12 du Code de l'Urbanisme). Il est approuvé par délibération du conseil municipal ou par délibération du groupement de communes. Il ne deviendra exécutoire qu'après les mesures de publicité effectuées (affichage pendant un mois et parution dans deux journaux locaux).

↳ Le contrôle de légalité

Le contrôle de légalité après l'approbation du zonage est exercé par le Préfet.

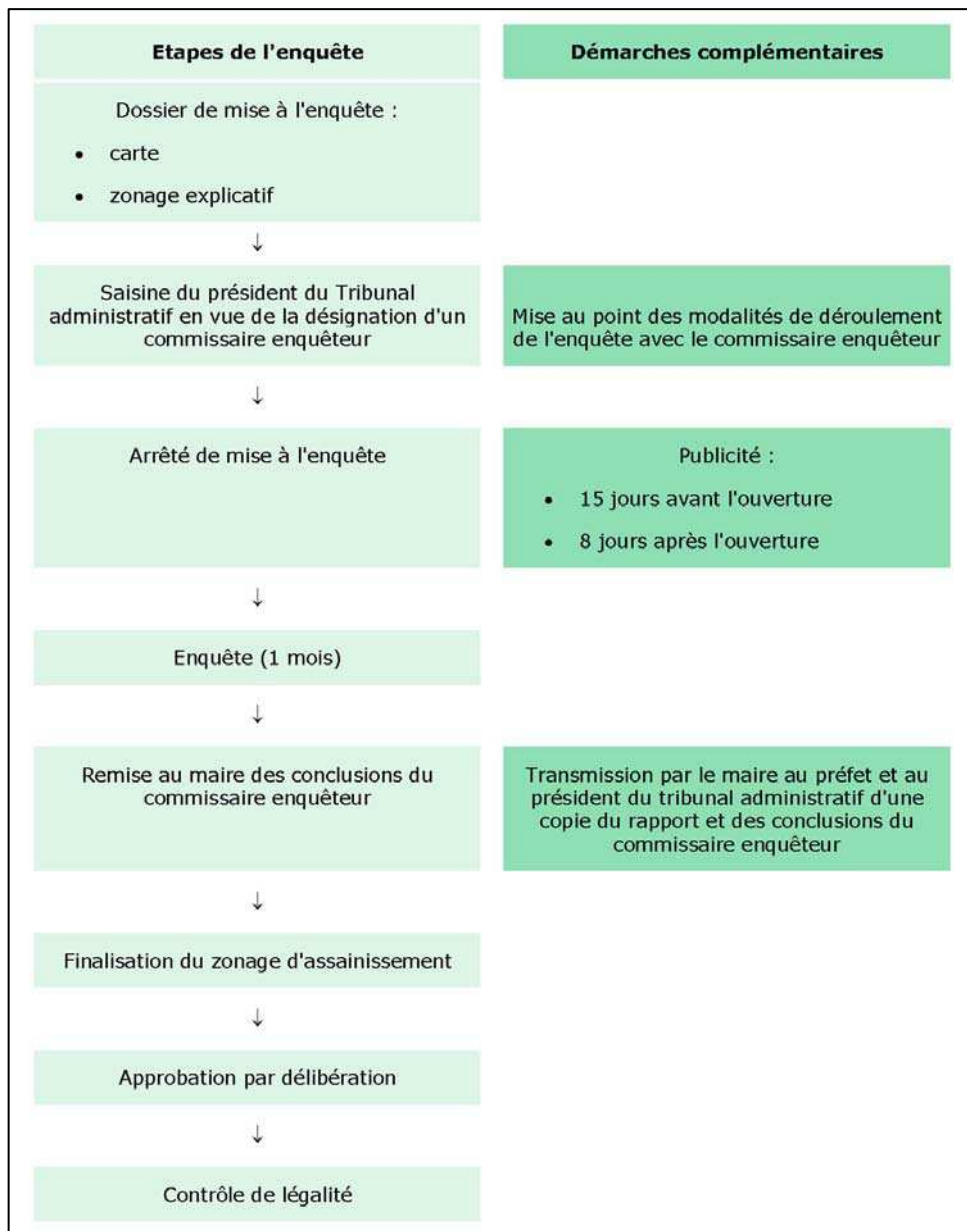




Figure 1 : Déroulement de l'enquête publique relative au zonage d'assainissement des eaux usées domestiques

5.3.3 Approbation du zonage d'assainissement à l'issue de l'enquête publique

Le projet de zonage peut être modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique (article R 123-12 du code de l'Urbanisme). Il est approuvé par délibération du Conseil Municipal ou par délibération du groupement de communes compétent.

Le zonage d'assainissement ne devient exécutoire qu'après les mesures de publicité effectuées (affichage pendant un mois et parution dans deux journaux locaux).

**ANNEXE : Extrait du registre des délibérations du Conseil
Municipal sur le choix du zonage d'assainissement du 28/05/11**

COMMUNE DE LIEUX 31800 LIEUX	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL République Française									
SEANCE DU 28 MAI 2011										
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">NOMBRE DE MEMBRES</th> </tr> <tr> <th style="width: 33%;">Afférents au Conseil</th> <th style="width: 33%;">En exercice</th> <th style="width: 33%;">Qui ont pris part à la délibération</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">11</td> <td style="text-align: center;">10</td> <td style="text-align: center;">9</td> </tr> </table> <p>Date de la convocation 25/05/2011</p> <p>Date d'affichage 25/05/2011</p> <p>Objet de la délibération CHOIX DU SCHEMA COM- MUNAL D'ASSAINISSEMENT</p> <p>Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le 01/06/2011</p> <p>et publication ou notification du 01/06/2011</p>	NOMBRE DE MEMBRES			Afférents au Conseil	En exercice	Qui ont pris part à la délibération	11	10	9	<p>Le VINGT-HUIT MAI DEUX MILLE ONZE</p> <p>à 9 heures, 00</p> <p>le conseil, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :</p> <p style="text-align: center;">ALAIN BARUTAUT MAIRE</p> <p>Présents :</p> <p>MM BARUTAUT A - BARUTAUT P - BOYER - CLAPIER - DANIAUD - DOUAT JP - LAVIGNE MMES DOUAT I - GRAMONT</p> <p>Absents :</p> <p>MME FACHIN</p> <p>Secrétaire(s) de séance :</p> <p>MME GRAMONT</p> <p>Monsieur le Maire donne lecture du rapport qu'il a reçu d'ETEN ENVIRONNEMENT concernant les différents schémas d'assainissement possibles pour la commune de LIEUX.</p> <p>Les trois scénarii d'assainissement étudiés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - scénario 1 : assainissement non collectif sur l'ensemble du village - scénario 2 : assainissement collectif minimum sur le centre du village - scénario 3 : assainissement collectif étendu pour le centre du village et la périphérie immédiate. <p>Compte tenu des recommandations de la DDT et des conseils du bureau d'études, le contexte local et le coût,</p> <p>Où l'exposé du maire et après en avoir délibéré le conseil municipal opte pour le scénario 1 (assainissement non collectif) à l'unanimité.</p> <p>Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-end; margin-top: 20px;"> <div style="width: 45%;">  <div style="text-align: center;"> <p>MAIRE</p>  <p>BARUTAUT ALAIN</p> <p>Signature et cachet</p> </div> </div> <div style="width: 45%; text-align: center;"> <div style="border: 2px solid red; padding: 10px; margin: 0 auto; width: 150px;"> <p style="color: red; font-weight: bold;">REÇU</p> <p style="color: red; font-weight: bold;">le - 7 JUIN 2011</p> <p style="color: red; font-weight: bold;">SOUS-PREFECTURE DE SAINT-GAUDENS</p> </div> </div> </div>
NOMBRE DE MEMBRES										
Afférents au Conseil	En exercice	Qui ont pris part à la délibération								
11	10	9								

JWS-MAURISTEN e-Formul 2004

Notice sur le ramassage des ordures ménagères

Le ramassage des ordures ménagères de la commune de LIEOUX est assuré par le SIVOM de Saint-Gaudens – Montréjeau –Aspet.

La collecte est réalisée au porte à porte une fois par semaine. Les quantités sont d'environ 308 k par habitant et par an.

La commune possède également au centre du village un point de trie (verre et déchets recyclables).

Notice sur la consommation d'eau

Le syndicat des eaux de Barousse –Comminge- Save qui gère le service d'eau de la commune de LIEOUX précise que la consommation est de 7 251 m³ par an.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Commune de LIEOUX

Plan Local d'Urbanisme

CARTE D'APTITUDE DES SOLS

Echelle :1/5 000°

Projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté le :

Enquête publique du :

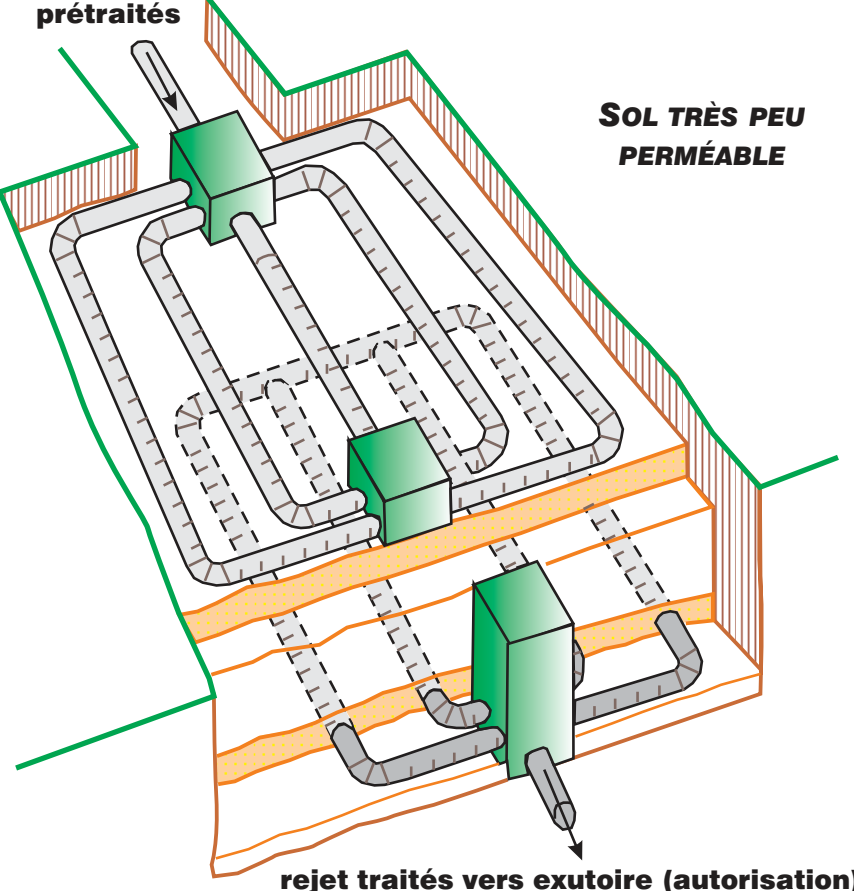
Approbation le :

5.4

Bureau d'études UrbaDoc
56 avenue des Minimes
31 200 TOULOUSE
05.34.42.02.91
urba.doc@free.fr

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif permet de définir les principaux dispositifs envisageables sur les zones étudiées mais n'offre pas une précision à la parcelle. Un retour à la parcelle est donc conseillé au moment du dépôt de permis de construire comme le suggère l'arrêté du 7 septembre 2009 en cas de filière drainée.

CETTE CARTE NE PEUT EN AUCUN CAS PREJUGER DE LA CONSTRUCTIBILITE DES TERRAINS.

Aptitude des sols à l'assainissement autonome	Peu favorable en raison de la faible perméabilité
	Système par filtration : FILTRE À SABLE VERTICAL DRAINÉ En raison de sa faible perméabilité, du sable lavé est utilisé comme système épurateur et le milieu hydraulique superficiel comme moyen d'évacuation des eaux traitées. La mise en place d'un filtre à sable vertical drainé est donc conseillée. La perte de charge est importante (> 1 m) : le dispositif nécessite donc un exutoire compatible (dénivelé). Dans le cas contraire, une pompe de relevage sera nécessaire en sortie de filtre à sable afin de remonter les eaux traitées. L'implantation de maisons neuves devra tenir compte des contraintes de rejet et prévoir une hauteur de plancher bas suffisante pour éviter l'installation d'une pompe. L'accès à un exutoire étant primordial pour l'installation de ce type de dispositif de traitement, il sera parfois nécessaire d'agrandir et d'entretenir le réseau de fossés présents sur la commune (orisation) afin de permettre l'implantation de nouvelles habitations assainies de façon individuelle.
Dispositif préconisé	
Description et choix de la fiche devant accompagner le permis de construire	 Arrivée des effluents prétraités SOL TRÈS PEU PERMÉABLE rejet traité vers exutoire (autorisation)
Evacuation des eaux après épuration : Arrêté du 7 Sept. 2009	1) Réutilisation pour irrigation souterraine des végétaux exceptés ceux destinés à la consommation humaine. OU 2) Réseau superficiel à écoulement permanent ou fossé pluvial à entretenir ou à créer s'il est démontré par une étude particulière à la charge du pétitionnaire qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

D'autres filières règlementaires drainées peuvent être installées sur la commune depuis la parution récente de la liste des dispositifs nouvellement agréés au Journal Officiel (juillet 2010) mais nécessitent une étude au cas par cas en fonction du volume d'eaux usées à traiter, de la superficie disponible et des contraintes de pose, d'installation (nécessité d'un poseur agréé dans certains cas) et d'entretien.

Légende Assainissement Non Collectif

Carte des dispositifs préconisés sur la commune en 2001 :

- Filtre à sable horizontal drainé avec rejet dans le réseau de surface
- Filtre à sable vertical surélevé drainé avec rejet dans le réseau de surface

Carte des dispositifs préconisés par ETEN Environnement en 2011

- Filtre à sable vertical drainé avec infiltration préférentielle des eaux traitées à la surface de la parcelle sinon rejet dans réseau hydrographique superficiel après expertise pédologique.

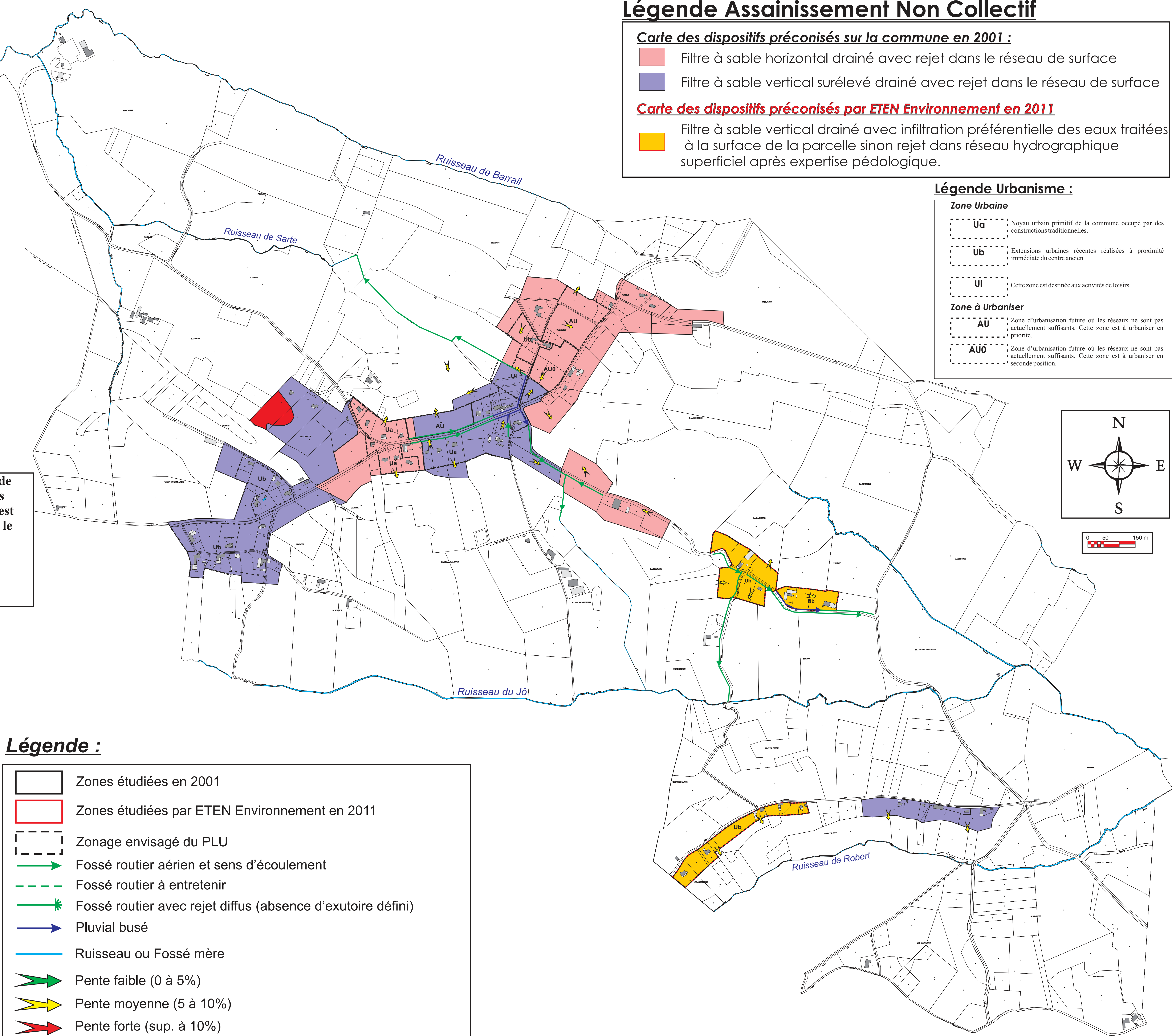
Légende Urbanisme :

Zone Urbaine

- Ua : Noyau urbain primitif de la commune occupé par des constructions traditionnelles.
- Ub : Extensions urbaines récentes réalisées à proximité immédiate du centre ancien
- Ui : Cette zone est destinée aux activités de loisirs

Zone à Urbaniser

- AU : Zone d'urbanisation future où les réseaux ne sont pas actuellement suffisants. Cette zone est à urbaniser en priorité.
- AU0 : Zone d'urbanisation future où les réseaux ne sont pas actuellement suffisants. Cette zone est à urbaniser en seconde position.



Légende :

- Zones étudiées en 2001
- Zones étudiées par ETEN Environnement en 2011
- Zonage envisagé du PLU
- Fossé routier aérien et sens d'écoulement
- Fossé routier à entretenir
- Fossé routier avec rejet diffus (absence d'exutoire défini)
- Pluvial busé
- Ruisseau ou Fossé mère
- Pente faible (0 à 5%)
- Pente moyenne (5 à 10%)
- Pente forte (sup. à 10%)

Lors de la réalisation de la première carte d'aptitude des sols, les dispositifs préconisés comme filière de traitement étaient le filtre à sable horizontal et vertical drainés. Or, au vu des retours d'expérience sur les filtres horizontaux et leur colmatage prématuré, le bureau d'études ETEN Environnement préconise plutôt la pose d'un filtre à sable vertical drainé équipé, si besoin, d'une pompe de relevage en sortie de filière pour infiltration dans le sol ou rejet exceptionnel vers exutoire superficiel (expertise à la parcelle nécessaire).